

NORD-SUD
NIGERIA
TCHAD
MAGENDO



... et s'ils voulaient des chalutiers ?

LE proverbe — chinois, paraît-il, comme tout proverbe qui se respecte — dit qu'il vaut mieux apprendre à un pauvre à pêcher que de lui donner du poisson. D'où les initiatives des ONG occidentales de fournir des filets en nylon aux pêcheurs du Tiers monde et même de motoriser les pirogues indigènes. Dans d'autres domaines du développement, on offrira la traction animale plutôt que des tracteurs, des presses à briques plutôt que des tonnes de béton. Ces efforts des militants du Nord de promouvoir avec leurs partenaires du Sud des technologies appropriées n'obéissent pas seulement à une politique du pire — « faute de mieux, priorité aux soins primaires et à la satisfaction des besoins essentiels » — ; ils font surtout écho à la vision d'un monde meilleur propre aux milieux philanthropiques en question.

Tout cela est bien sympathique, sûrement bien intentionné, humainement plus convivial et « *environnement friendly* » que le désordre mondial actuellement en cours. En prin-

cipe et personnellement je n'ai rien contre. Au contraire, un penchant « naturel » et une programmation culturelle me rendraient même carrément pour, si ce n'est que des interlocuteurs africains m'ont fait comprendre qu'ils acceptaient notre mieux faute du mieux qu'ils souhaitent eux. Lors d'un colloque à Dakar sur la gestion de la faune sauvage (1), des amis sénégalais ont osé insinuer que la construction de pirogues plus performantes et l'organisation des pêcheurs en coopératives, c'était bien gentil de notre part, mais que ce qu'ils voulaient eux, c'était des chalutiers en bonne et due forme capitalistico-industrielle. Comment faire face autrement sur un pied d'égalité aux bâtiments sophistiqués des pays de l'Est et du Japon qui écumaient leurs mers ? Ils ont même dit que la plupart de leurs embarcations traditionnelles, même modernisées, avaient tout simplement cessé de pêcher, les équipages se résignant désormais à ramasser les poissons indésirables rejetés à la mer par les immenses navires-usines.

« *Small is beautiful* » disais-je en débarquant à l'Institut des sciences de l'environnement à Dakar. « *Pas si cela veut dire "le sophistiqué pour vous, l'artisanal pour nous"* » me rétorqua un étudiant. Supposons — *dato non concessio* (2). qu'il faille se développer : la seule partie du globe qui s'est développée, l'a-t-elle fait par des douces technologies appropriées et en se contentant de satisfaire ses besoins essentiels ? Et si Sombart plutôt que Weber avait raison : alors le développement démarre à la veille de la Renaissance avec les goûts de luxe, sinon de luxure, d'une élite égocentrique, pour ne pas dire égoïste, et point en pleine Réforme avec le sobre individualisme protestant sauvant in extremis sa mauvaise conscience entrepreneuriale par un sentiment de responsabilité sociale.

Pour le moment, je ne veux pas dire qui a raison, ni ce qui serait dans l'intérêt général à long et même à court terme, bien que, parti dans les années soixante, pour participer au socialisme tanzanien et revenu du Sénégal en 1985 de la direction d'un haut lieu de l'environnementalisme africain (3), j'aie mes idées là-dessus. Ce que je voudrais relever ici en simple spectateur sociologue et presque à contre cœur, c'est que les extrêmes religieux et laïques de ce qu'on pourrait appeler le phénomène du militantisme missionnaire se rejoignent : le fondamentalisme fanatique et la philanthropie tiermondiste font preuve foncièrement du même impérialisme intransigeant. Car en fin de compte et malgré des apparences conciliantes, on retrouve chez les deux le même manichéisme et le même essentialisme. D'un côté, la conviction que les Bons ont affaire en définitive à un Méchant — que l'Ennemi soit le grand Satan de la Maison Blanche ou de la Banque mondiale, peu importe. De l'autre, la

certitude de devoir gérer un noyau dur de préceptes et de recettes non négociables. Pour les uns, il s'agit de dogmes révélés — la divine Trinité ou l'unicité d'Allah — sur lesquels l'homme n'a rien à redire. Pour les autres, il y a des directions rationnelles d'où l'humanité ne peut pas revenir — le développement rural intégré et la vision écologico-conviviale du monde. Pour les deux, en dernière analyse, le seul problème est « *comment faire reconnaître ces absolus et ces acquis par les infidèles qui, malgré leur bonne foi subjective, gisent encore dans une obscurité objective ?* »

Cette conviction aussi doctrinaire que dualiste peut être tempérée accidentellement, par des semblances d'adaptation ou par des slogans du genre « participation populaire ». Mais pour l'essentiel, on arrive tôt ou tard à un fond inébranlable, incontournable qui fonctionne à l'instar du « dépôt de la foi », le *depositum fidei* des révélations religieuses.

Un exemple parmi mille : les responsables d'un programme universitaire localisé sur un campus du Nord, mais visant à une plus grande conscientisation des militants du Tiers monde, sollicita l'appui d'un des plus grands bailleurs de fonds catholiques en Europe. Le directeur de cette fondation charitable signala un peu moins que charitablement aux responsables en question que lui et son organisation avaient désormais compris qu'il fallait impérativement financer des projets de formation sur place, dans les pays du Tiers monde.

(1) P.P. Vincke et M. Singleton, *Gestion de la faune sauvage : facteur de développement ?*, Dakar, ISE/ENDA/MAB UNESCO, 1982.

(2) La question reste posée — surtout si « développement » est un euphémisme pour « occidentalisation » ; cf. S. Latouche, *Faut-il refuser le développement ?*, Paris, PUF, 1982.

(3) L'Institut de sciences de l'environnement, projet belgo-sénégalais, lancé à l'université de Dakar en 1979.

Par conséquent, les candidats pour des stages européens devaient cesser d'importuner ses services pour des sous.

De nouveau, il ne s'agit pas de savoir qui a raison. De toute façon, nos rationalités étant toujours limitées, personne n'a absolument raison et tout le monde a relativement tort. Il s'agit tout simplement d'admettre la possibilité que pas mal de nos partenaires du Sud ne demandent qu'une chose : la chance de faire un tour au Nord. Et on peut les comprendre. Au-delà de la possibilité de pouvoir ramasser de près quelques miettes que des riches consommateurs atablés laisseraient tomber, il y a la réalité d'être loin d'un climat politique accablant et hors de portée, temporairement, des prédateurs claniques. Et que dire du prestige du « been to », de celui qui a été voir ce qui se passait dans l'Eldorado (ou l'enfer) du Nord ?

Il se peut qu'idéalement les gens devraient pouvoir trouver sur place les mêmes conditions favorables de formation et d'information que pour le moment ils ne rencontrent qu'en Occident. Mais justement, en attendant, il faut reconnaître que vouloir les aider à tout prix à mettre sur pied l'équivalent chez eux peut être vécu par les principaux acteurs comme un pis-aller. Il serait sans doute mieux à long terme pour tout le monde que les ruraux restent à la campagne, mais il faut accepter que dans l'immédiat, les projets œuvrant dans ce sens obéissent plus à notre imagination qu'à l'intentionnalité des plus intéressés qui ont tactiquement tout à fait raison de vouloir nous rejoindre en ville, car c'est là qu'on est effectivement le mieux.

J'ai co-fondé à la fin des années soixante-dix une ONG de développement (4) qui, dix ans plus tard, avait réalisé le transfert de plus de

700 millions de francs belges vers le Tiers monde. Une partie du transfert consistait en voitures plutôt qu'en vélos, et davantage de tracteurs furent transférés que de motoculteurs. Il y a même eu des envois de nourriture et de vêtements. « *Au mieux* » ont crié des tiermondistes aussi enragés qu'engagés, « *c'est de l'inconscience paternaliste, au pire, c'est de la collusion capitaliste* ». Je ne peux pas parler pour les autres membres de notre ONG. Mais les raisons qui m'ont poussé personnellement à accepter et même à appuyer cette politique sont assez simples, sinon simplistes. Elles ne font pas écho à notre acception irraisonnée de leur demande irréfléchie et encore moins à l'appui inconditionné à l'offre d'entrepreneurs européens — le codéveloppement étant autre chose que l'envoi tous azimuts du matériel « *made in Belgium* ». Si je persiste et signe, c'est que, être missionnaire ou démissionnaire n'épuise pas les rapports imaginables et possibles qu'on peut entretenir avec Autrui et Son Projet (5). Néanmoins, si je suis aujourd'hui un peu moins apôtre que je ne le fus, c'est que les païens finissent toujours, sinon par me convertir, du moins par me convaincre du bien-fondé relatif de leur positions et propositions !

Dialogue fait sur les effets pervers des choix présentés et sur les avantages éventuels des alternatives imaginables, si nos partenaires veu-

(4) A toutes fins utiles : *Overseas Missions Secretariat* (26, rue Saint-Boniface, B 1050 Bruxelles) !

(5) Pour l'utilité qu'il y a à distinguer entre un projet global et les projets particuliers propres à chaque choix de société, voir notre « *Projet et projets* », *Cahiers du CIDEP*, n° 7, 1990 — et pour les attitudes à adopter envers le Projet d'Autrui, voir (à paraître dans les mêmes Cahiers) « *Le souci d'autrui : entre la charité cannibale et l'altruisme anthropophage* ».

lent toujours tenter leurs chances avec des chalu tiers, reconnaissons au moins le parti-pris de nos projets et surtout du Projet dans lequel ils s'inscrivent. Ne voulant pas et surtout ne pouvant pas tout faire, ne serait-il pas plus honnête de reconnaître plus explicitement nos limites en même temps que les limites à toute coopération ? Au cœur étymologique du terme coopération il y a la réalité de l'ouvrage — opus — et à un niveau d'abstraction certaine, il ne peut pas y avoir trente six œuvres, mais seulement trois : la nôtre, la leur, ou une œuvre commune.

Réaliser la nôtre — faire cesser l'excision, abolir la dette, promouvoir des soins primaires ou mettre de l'eau potable à la disposition de tous — ne donne pas lien à des initiatives sans grande utilité. Mais il faut accepter que ces actions ne soient ni idéologiquement innocentes ni institutionnellement neutres. Elles font partie intégrante du développement et donc d'une vision occidentale du monde qui est aussi et surtout une visée sur lui. Prenons le cas de la gestion de la santé. Traditionnellement, le *mganga* africain — qu'on traduit habituellement, mais mal, par « guérisseur » — s'occupait tout autant de la météorologie que de la médecine (puisqu'il faisait littéralement la pluie et le beau temps), pour ne pas parler de ses activités « magiques » du côté de la fertilité des champs. Le médecin moderne le plus près des gens pourrait-il accéder à la demande qu'ils adressent à son « homologue », le tradipraticien, d'arrêter la pluie ou de chasser les sorciers ? Un projet médical aurait beau proposer d'éviter l'impasse de la médecine curative à partir de centres hospitaliers sophistiqués, il ne pouvait qu'imposer des divisions du travail et donc des visions du monde typiquement occidentales.

A supposer, ce qui paraît plausible, que la plupart des projets de la plupart des ONG occidentales ne représentent pas des alternatives radicales au développement, mais des retouches plus écologico-conviviales au paradigme occidental, il est à supposer aussi, par la force des choses et de l'histoire, qu'ils ne rencontreront ailleurs, en règle générale, que des partenaires qui commencent à penser et à pratiquer le monde selon l'imaginaire occidental. Jusqu'à preuve du contraire, il ne doit pas y avoir plus de raisons de croire que ces individus soient davantage mandatés par les masses pour la réalisation du développement que ne le furent leurs prédécesseurs européens, instigateurs marginaux de la révolution industrielle. Le lien entre le militantisme des tiermondistes et l'opinion publique en Europe paraît aussi équivoque que tenu. Peut-on assumer *a priori* qu'il y a plus de continuité entre la philosophie excentrique de leurs homologues dans le Tiers monde et le sens pratique des damnés de la terre ? Le rêve des uns n'est pas la réalité des autres. Il est rare que des pionniers soient plébiscités, et souvent la postérité n'arrive à faire le tri entre ses vrais et ses faux prophètes qu'une fois les avoir mis à mort.

Si réaliser ses bonnes œuvres ailleurs ne va déjà pas de soi, il est encore plus difficile d'appuyer l'œuvre en cours chez autrui. D'ailleurs, l'appuyer à fond, même si c'était possible et souhaitable, équivaldrait dans beaucoup de cas à la perte de sa propre identité. Bien que pareille conversion soit toujours loisible et parfois louable, elle n'est pas le sujet de nos propos présents. Néanmoins il n'est pas inutile d'exemplifier ce que cette relocalisation de soi impliquerait dans le détail pour qu'on ne puisse pas se leurrer

sur ses coûts. Puisqu'il s'agit d'appuyer des projets élaborés par des gens du cru et en voie d'exécution, cela voudrait dire, entre autres, que nous serions prêts :

- à financer des mouvements messianiques marginaux. Or, puisque la bourgeoisie ne s'est pas montrée massivement encline à contribuer financièrement au christianisme naissant, on ne voit pas pourquoi son homologue contemporaine volerait au secours des équivalents africains, surtout que le message n'a pas varié entretemps : la fin imminente du monde rend caduques ses valeurs fondamentales — respect de la famille et sa propriété, soumission à l'État et ses lois, fréquentation du temple et support de son clergé ;

- à opter pour des campagnes d'élimination des sorciers responsables du mauvais climat des communautés villageoises plutôt que de promouvoir l'amélioration de l'adduction de l'eau, l'installation d'un dispensaire ou le renouvellement des semences ;

- à chercher de l'argent pour mieux structurer un groupe de femmes dont la fonction manifeste est de contrôler la possession par les esprits.

Même si nous arrivions sans trop de schizophrénie ni de restrictions mentales à aligner nos options et nos optiques sur celles sus-mentionnées (qui reprennent des projets indigènes qui nous sont personnellement connus), il est peu probable que nous puissions gagner le grand public philanthropique à ces causes sans en taire leurs caractéristiques affichées.

Une troisième voie où nous et nos partenaires serions prêts à renoncer à nos œuvres respectives et donc à quitter ensemble les lieux que nous occupons, pour cheminer de concert vers l'inconnu, reste imaginable et peut-être possible. Cela s'est fait, cela devrait sans doute se faire. Mais de

nouveau, on a tout intérêt à aborder cette hypothétique *via media* avec un devis détaillé en main. A l'encontre des sentiers battus, pour ne pas parler des routes royalement suivies, cette piste pionnière ne peut qu'être embrouillée. Parmi le peu de gens qui osent l'emprunter, beaucoup feront des détours parallèles sinon des retours en arrière. Au-delà d'un point, vite atteint d'ailleurs, ceux qui foncent en avant risquent de perdre contact avec ceux qui suivent plus lentement. Et de toute façon, on devra vite ne compter que sur ses propres forces, car les chances de trouver des sponsors pour des explorations aux buts purement heuristiques et aux retombées intangibles, seront plutôt rares.

En attendant des nouvelles de ceux qui sont partis au loin, nous qui restons en arrière pourrions au moins nous montrer plus attentifs autant à ce que les gens d'autres cultures font d'eux-mêmes qu'à ce qu'ils nous disent. Et si les Indiens de l'Amazonie se mettaient à troquer leurs étuis péniens dont le symbolisme fait la joie des structuralistes, contre des blue jeans (6) moins accrocheurs en forêt, qui suis-je pour les leur refuser — surtout quand j'en porte moi-même ?

Michael Singleton

(6) Le Père Caron, *Curé d'Indiens* (Paris, Union générale d'éditions, 1971, p. 352), s'est vu rappeler à l'ordre par les autorités brésiliennes responsables de la protection et la promotion des peuples indigènes de l'Amazonie. « Ses » Indiens auraient réclamé à un des fonctionnaires de l'agence en question des « chemises et caleçons : « c'est donc que je ne leur en donne pas suffisamment ». Je ne critique pas l'auteur et encore moins n'approuve l'agent du gouvernement. Tout ce que je voudrais faire naître, c'est le soupçon que les gens sont rarement là où les activistes les situent.